Quatrième Année. — N° 4 15 AVRIL 1882

LE RÉVOLTÉ

POUR LA SUISSE

Un an . . . . . Fr. 4 —
Six mois . . . . . » 2 —
Trois mois . . . . . » 1 —

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 centimes.

Organe socialiste

Paraissant tous les 15 jours

POUR L'EXTERIEUR

Un an . . . . . Fr. 5 20
Six mois . . . . . » 2 65
Trois mois . . . . . » 1 35

Les abonnements peuvent être payés en timbres-poste de tous pays.

Administration du *Révolté* : rue du Nord, 15, GENÈVE

La situation agricole dans le Jura Bernois[1]

Le dernier numéro du *Révolté* se plaint d'une lacune regrettable dans le mouvement socialiste. Rien ou presque rien n'a été fait pour et par les campagnes. Sauf quelques exceptions, les paysans ignorent les socialistes, comme ceux-ci les ignorent. Là est un danger très grand, une véritable pierre d'achoppement pour la Révolution Sociale.

Il est donc nécessaire que l'ouvrier s'allie au paysan en vue d'une propagande continue pour leur émancipation commune.

En attendant, exposons brièvement la situation agricole de notre Jura Bernois, et voyons si vraiment le terrain n'est pas préparé à une fructueuse propagande révolutionnaire.

La classe ouvrière, envahie momentanément par l'opportunisme est dans une période d'accalmie dont seules les questions politiques ou soi-disant pratiques (questions d'intérêts, d'argent et autres) ont le pouvoir de la faire sortir. Mais nous allons démontrer que dans les campagnes la situation tend à devenir révolutionnaire. En effet, oyez cet extrait d'une requête des maires d'Ajoie au Conseil-exécutif :

« ..... La fortune publique elle-même est for-
« tement compromise. Les faillites et les ban-
« queroutes de toutes espèces, les ventes for-
« cées, les cessions de biens semblent être à
« l'ordre du jour. A peine la *Feuille officielle*
« peut-elle suffire à les signaler. Et, consé-
« quence indubitable, les terres ont baissé de
« moitié et sont souvent sans amateurs. Le cré-
« ancier, forcé de prendre en paiement celles
« qu'il avait pour garantie, ne trouve pas même
« à qui les louer. Alors nécessairement elles
« restent en friche et souvent l'employé public
« ne sait pas à qui s'adresser pour en percevoir
« l'impôt foncier. »

Puis plus loin

« Cependant, nous pouvons le dire en toute
« assurance, si jamais le cultivateur fut dans la
« gêne, c'est bien à notre époque. »

La dite requête conclut par des demandes répressives et un nouvel impôt sur l'eau-de-vie, que l'on prétend être la cause du mal, alors qu'il en est simplement l'effet.

Quoiqu'il en soit, voici donc, officiellement constatée, la situation agricole en Ajoie.

Hélas ! nos cultivateurs n'en sont plus à compter leurs insuccès agricoles, et ceux d'entre eux qui ne se laissent pas aller à la dérive comme des troncs d'arbre qu'entraine le courant se demandent ce qu'ils auraient à faire pour échapper à la ruine définitive.

Voici l'opinion de l'un d'eux — des plus honnêtes et des plus intelligents, mais suivant l'illusion d'optique naturelle qui rend le destin responsable des conditions mêmes de l'état social, il commence par accuser le sort et cite parmi les nombreuses causes de leurs revers « l'inconstance et la rigueur du climat, la mé-
« diocrité du sol, le mode routinier d'élevage,
« l'éloignement des grands centres de consom-
« mation qui donnent la vente des produits
« journaliers et permettent de se procurer les
« engrais, l'engouement vers l'industrie, l'émi-
« gration aux pays lointains, une série de mau-
« vaises récoltes, les gelées tardives au prin-
« temps, les pluies continuelles au moment de
« la floraison, l'inondation de nos prairies au
« moment des fauchages rendent à juste titre
« notre climat l'objet de nos malédictions. — Le
« cultivateur pourrait en atténuer les effets, en
« faisant choix des espèces qui résistent le
« mieux, mais il recule souvent devant le chan-
« gement, crainte de mécomptes.

« Le sol de notre Jura, d'une fertilité moyenne,
« varie d'une localité à une autre, souvent d'un
« champ à un autre champ Quoique excluant
« toute idée de culture rationnelle, nos procé-
« dés scientifiques de combinaisons pourraient
« l'amender, mais, quoique notre outillage se
« soit perfectionné depuis quelques années,
« nous manquons encore de bien des instru-
« ments aratoires. La défectuosité de nos races
« d'élevage indigène fait aussi tort aux cultiva-
« teurs.

« Pourtant il y a remède à cela. Mais où le
« mal devient sérieux c'est, lorsqu'à la suite
« suite d'une mauvaise année que l'on peut
« supporter, il en arrive une seconde, voir une
« série. Alors la gêne, le dégoût, le recours
« aux expédients, les hypothèques, les dettes
« et les intérêts s'accumulant ouvrent un abîme
« où s'engloutissent la sécurité de l'avenir, les
« besoins du présent, le fruit des peines et des
« sueurs des cultivateurs et en dernier lieu le
« ressort et l'espérance ! »

Ici je dois encore noter une chose, le paysan jurassien qui a le caractère gaulois, est facilement enthousiaste dans le succès, mais il n'a pas la résistance que nous trouvons chez certains cultivateurs d'autres contrées encore moins favorisées, ici, comme toujours, et de tous temps, la retraite est la déroute.

Enfin, comme conséquence naturelle de notre acheminement vers la misère, arrive l'ivrognerie qui fait des progrès effrayants et qui est devenue une plaie affreuse s'étendant partout.... même parmi les femmes. Il s'éléve toute une génération bornée, chétive, sans aptitudes, qui ne pourra que se résigner à l'exploitation de ses maitres. Le niveau moral s'abaisse et va de pair avec la dégénérescence physique ; tel village, où il y a quelques années tout respirait l'aisance, est en proie maintenant à la plus affreuse des misères.

Enfin voilà où est le grand mal, et notre ami le paysan le reconnait assez pour le signaler comme la grande cause de la triste situation agricole. Notre pays — comme tous les autres — est tenu par les griffes du Capital, financiers industriels, gens de loi, fonctionnaires, usuriers, pieuvres et araignées — qui font naître, entretiennent et exploitent sans vergogne la misère et les mauvaises années du paysan.

Dans chaque village, un gros bonnet, financier quelconque, ne devant sa situation ni à son intelligence ni à son activité, et qui n'ayant ni l'expérience qui découle de l'observation des faits, ni les connaissances que donne la science, fait tout courber devant son omnipotence et s'érige en oracle grâce à l'imbécillité de ses concitoyens et au grand détriment du bon sens et de la prospérité publique.

Et dire que ces gens là se donnent comme les défenseurs de l'ouvrier et du paysan. Ils raillent ceux-ci dans des cercles, des unions de campagne, des comités ; là, et par la voie de leurs journaux, conservateurs et radicaux, détournant par leurs luttes oiseuses le peuple de ses véritables intérêts, ils essayent de donner le change à l'opinion publique sur la cause de nos misères et simulent une feinte indignation contre les maux qu'ils créent et dont ils vivent.

Ah ! laissons les faire ! Encore quelques années et les capitalistes, sans le vouloir, forceront leurs victimes à se jeter dans la seule voie de salut qui leur restera : la Révolution.

En attendant, il est du devoir des socialistes de rallier dans les campagnes, ces paysans clairvoyants — qui ont dans les veines du sang de révolté, du sang de leurs ancêtres, les Bagaudes, les Jacques, les Petignates(1) et les insurgés du siècle dernier.

Ils trouveront parmi eux les éléments nécessaires pour l'organisation et le fonctionnement d'une Ligue Agraire et les paysans sauront alors, par la force du groupement, que l'œuvre impossible à un seul, devient un jeu pour plusieurs.

Comprends-tu, Jacques Bonhomme ? les terres que tes pères ont reprises aux nobles et aux prêtres, il n'y a pas cent ans, il s'agit de les reprendre à des adversaires autrement dangereux : aux bourgeois. — Avec eux le temps presse, résiste et révolte-toi contre ceux qui te dépouillent, pendant que tu le peux encore. Déjà tu travailles pour eux — eux jouissent de ton travail dont le produit intégral revient à toi seul.

De tes frères d'Irlande, voici le mot d'ordre, en attendant mieux, c'est à dire la prise de possession définitive du sol par l'humanité tout entière : Ni impôt — ni service — ni rentes — ni loyers — ni hypothèques. — La terre à qui la cultive !

Pour ton salut, revendique ce programme, paysan jurassien !

(1) L'auteur de cet article, un de nos amis du Jura Bernois, démontre clairement la nécessité pour les socialistes de réserver une partie de leur propagande pour les campagnes, en même temps qu'il répond aux sophismes des bourgeois suisses qui ne veulent voir dans les ravages de l'ivrognerie, signalés tous les jours par leurs journaux, que les conséquences de la paresse et de l'inconduite. Nous réservons la première place à cette intéressante correspondance.

MOUVEMENT SOCIAL

France

Il faut bien enfin que je me décide à entretenir vos lecteurs des dissensions intestines du parti collectiviste, qui ont coupé le Quatrième-Etat en deux fractions ennemies. Depuis longtemps déjà, j'aurais voulu raconter par le menu l'histoire de cette zizanie, qui ne laissera pas que d'exercer une certaine influence sur le

(1) Insurgés du pays d'Ajoie.

mouvement socialiste de notre pays, mais je n'avais pas trouvé l'occasion favorable pour le faire, et cela pour deux motifs. D'abord il s'est toujours échelonné jusqu'ici, de semaine en semaine, des événements d'une importance telle que leur étude s'imposait de préférence à toute autre affaire. D'autre part, il me répugnait de descendre jusqu'à ces mesquines questions de personnes, jusqu'à ces intrigues qu'ourdissent seules des ambitions contrariées et concurrentes.

Il faut pourtant bien en parler, puisque tout le monde en parle et que cela peut aboutir à changer les rapports respectifs des diverses nuances du parti révolutionnaire.

Profitons donc, pour nous acquitter de cette inévitable corvée, d'un jour où les autres sources d'informations chôment quelque peu.

Voici de quoi il s'agit.

Pendant longtemps le parti collectiviste était resté uni, au moins en apparence, en dépit de l'hétérogénéité de ses éléments constituants. Mais, en réalité, de puissants germes de discorde fermentaient en son sein. Son état-major était divisé par des jalousies et des rivalités qui, pour ne pas avoir été encore affichées au grand jour, n'étaient un secret pour personne. C'était forcé, et il n'est pas une seule organisation autoritaire qui puisse échapper jamais à ce mal inhérent à l'autoritarisme. Là où des hommes s'unissent en vue de conquérir le pouvoir, il est fatal qu'ils se disputent le butin futur ; là où existe une hiérarchie, il est dans la nature humaine que chacun s'efforce de grimper sur le dos des autres pour en occuper les sommets ; là où la discipline est conservée, il va de soi qu'on préfère le commandement à l'obéissance, et c'est ainsi que les compétitions individuelles ne tardent pas à se substituer aux sincères désintéressements de la première heure.

Après avoir couvé longtemps, la querelle éclata tout-à-coup, à propos de candidatures.... naturellement. Jadis, dans le premier numéro d'un journal lyonnais, l'*Emancipation*, un certain nombre des « têtes de colonnes », Guesde, Brousse, Malon, Deville, etc., pour parer une botte dangereuse que les « gêneurs » de l'anarchie ne se faisaient point faute de leur porter, avaient signé une déclaration, dans laquelle ils s'engageaient « d'honneur » à ne jamais briguer aucune candidature. Histoire de prouver aux moutons de Panurge qu'on les calomniait en taxant d'ambition des citoyens comme eux qui ne s'inspiraient que des intérêts du prolétariat ! Mais, depuis, les idées avaient changé, avec les circonstances. Une fois venue la période électorale, on vit Guesde se porter candidat, en alléguant, pour expliquer sa conduite, que le parti l'avait relevé de ses engagements antérieurs.

Le prétexte qu'on cherchait pour une rupture était trouvé. Une polémique ardente s'engagea, entre Guesde et ses amis d'un côté, Malon et Brousse de l'autre, qui s'en tenaient religieusement à la lettre de la déclaration de l'*Emancipation*. Cela n'empêchait pas, au surplus, le même Brousse de laisser poser subrepticement sa candidature à Montpellier, son pays natal....

Mais, nous l'avons dit, ce n'était qu'un prétexte. Il y avait là deux influences occultes, qui ne pouvaient plus coexister, et derrière lesquelles s'étaient formés deux courants d'opinions divergentes. Le Congrès de Reims, où la scission s'est définitivement opérée, n'a été qu'un duel entre ces deux influences rivales.

A la suite de ce congrès la querelle a été en s'aigrissant tous les jours entre les deux factions — celle des collectivistes purs, dont les chefs sont Guesde et Lafargue, et qui n'hésite plus à reprendre franchement les théories — et la pratique — à la fois autoritaires et centralisatrices de Karl Marx ; — et celle des collectivistes « possibilistes », comme les appellent leurs adversaires, dirigée par Malon et surtout par Brousse, qui mêlent à leur collectivisme on ne sait quel assaisonnement d'autonomisme bâtard.

Ce sont les « Broussistes » qui sont incontestablement les plus nombreux et les plus habiles. Les allures cassantes, l'intolérance maladive et l'emportement de Guesde lui avaient fait beaucoup d'ennemis, au sein même de ceux qui lui emboîtaient le pas en rechignant. La souplesse féline de Brousse, — un fin matois, politicien par tempérament et conspirateur par goût, rompu à toutes les ficelles du métier et ayant toujours trois ou quatre combinaisons de rechange en poche, — a eu bientôt tiré parti de la situation. Il n'a pas eu de peine à faire *expulser* les « Guesdistes » de l'Union fédérative, une organisation ouvrière à l'Allemande, avec statuts obligatoires et fonctionnaires appointés — et du *Prolétaire*, son moniteur officiel. L'ancien anarchiste de l'*Avant-Garde* restait désormais maître du terrain, car il ne paraît pas que les efforts des « Guesdistes » qui ont cependant deux journaux, le *Citoyen* et l'*Egalité*, à leur service, pour créer une contre-organisation, aient encore amené un résultat sérieux.

Voilà où en est la situation. Je n'ai passé sous silence que les « horreurs » que, de part et d'autre, on s'est vomi à la face. Il a été question de confier à un jury d'honneur le soin de trancher souverainement le différend, mais, au lieu de calmer les colères, cette proposition n'a fait que les envenimer davantage, les deux coteries n'ayant pu se mettre d'accord sur la constitution du dit jury, que chacune d'elles voudrait organiser d'après un mode lui assurant nécessairement l'avantage. De la sorte, les injures et les médisances ont recommencé de plus belle, avec leur cortège de haines féroces. C'est la dislocation du parti !

Il va de soi que les anarchistes se sont bien gardés de se mêler à cette querelle qui ne les regardait en aucune façon, puisqu'ils n'avaient pas plus de sympathie pour les uns que pour les autres. Entendons-nous : de même que nous séparons les peuples de leurs gouvernements, de même, dans le cas qui nous occupe, nous séparons les menés des meneurs, réservant toutes nos méfiances à ceux-ci, quel que soit leur drapeau et toutes nos sympathies à ceux-là. Ces disputes d'état-major à état-major ne nous intéressent que médiocrement.

Il semble cependant que les « Guesdistes » sont plus logiques. Leurs prétentions dictatoriales ont au moins le mérite de la franchise. Avec eux, on sait à quoi s'en tenir. On se demande pourquoi les « Broussistes » qui prêchent les mêmes doctrines et usent des mêmes procédés, n'ont pas le courage de leur opinion. Il y a entre les deux factions la même différence qui, dans le camp des bourgeois parlementaires, sépare les opportunistes des radicaux, différence qui réside purement et simplement dans l'étiquette et les dehors. Que ce soient les uns ou les autres qui triomphent, la Révolution n'aura guère à y gagner.

Somme toute, nous n'avons point à regretter ce qui s'est passé. Comme de part et d'autre, on s'est dit ses quatre vérités, comme on s'est mis le nez dans un passé oublié, comme on s'est reproché toutes sortes d'erreurs et de palinodies, comme on a lavé son linge sale en public, il en est résulté qu'on a *débiné le truc*. Beaucoup de révolutionnaires sincères que le hasard avait égaré dans les sentiers tortueux du collectivisme, commencent à voir clair, et, sans être encore complétement convertis à l'anarchie, ils sont en train de se dégoûter des disciplineurs, des faiseurs et des ambitieux.

Ajoutons, enfin, que, pour combattre les « Guesdistes » sur le terrain des principes — lesquels n'étaient pourtant en cause que pour la montre — force a bien été aux « Broussistes » de fournir des arguments contre la dictature en général. Autant d'atouts dans le jeu des anarchistes. Une fois, en effet, qu'une idée juste est semée, quelles que soient les intentions des semeurs, l'impitoyable bon sens de la foule, passant par-dessus toutes les réticences et toutes les restrictions mentales, se charge de faire le reste.

C'est ainsi que tout le monde travaille, inconsciemment ou consciemment, bon gré mal gré, à la propagande révolutionnaire-anarchiste, depuis les radicaux-bourgeois jusqu'aux renégats de l'anarchie.

Le compagnon Fournier

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur un excellent article du *Droit Social* de Lyon (9 avril 1882) intitulé *Les Collectivistes et la propagande par le fait*. Nous regrettons de tout notre cœur de ne pouvoir reproduire en entier cet excellent article avec lequel nous sommes d'accord sous tous les rapports.

« Une Révolution, préparée par une série de « faits de ce genre, — dit le *Droit Social*, — ne « saurait être autre que sociale, car le premier « soin des travailleurs serait de s'emparer des « ateliers et, habitués à agir ainsi par eux-« mêmes, ils enverraient promener tout gou-« vernement quel qu'il soit, qui tenterait de « s'imposer au lendemain de la Révolution » ; — tandis qu'une révolution, précédée seulement par des actes de violence contre les agents du gouvernement, ajouterons-nous, ne sera fatalement qu'une insurrection *pour changer de* gouvernement ; elle ne sera même pas une Révolution.

—

La Société au lendemain de la Révolution, — tel est le titre d'une étude commencée dans le même numéro du *Droit Social*, que nous recommandons vivement à nos lecteurs, et que nous aimerions bien voir ensuite sous forme de brochure.

—

Nous recevons de Paris l'annonce suivante que nous insérons avec plaisir :

Compagnons, Le groupe Communiste-Anarchiste du 15e arrondissement de Paris vous fait part de sa formation définitive et vous envoie une cordiale et fraternelle poignée de mains.

Convaincu que la liberté et l'égalité ne peuvent résider que dans la pleine et entière souveraineté du peuple, sans aucune délégation de pouvoirs, le groupe communiste-anarchiste du 15e déclare : être en révolte permanente contre toute espèce d'autorité et d'injustice.

Italie

—

Une grande grève agraire vient d'éclater en Lombardie. Les paysans, dont les salaires en Italie sont aussi bas qu'en Russie, avaient formé en 1876 une *Société du Pain et du Travail*. Dernièrement, le 28 mars, ils ont fait grève, et le mouvement s'étendit rapidement dans nombre de villages ; des bandes se formèrent, parcourant la campagne. Les troupes ne pouvaient rien contre elles ; une bande fut dispersée, d'autres se sont reformées de suite. Nous attendons des nouvelles plus détaillées,

—

Notre ami Cafiero, rentré en Italie, a été immédiatement arrêté à Milan.

Espagne

—

La *Revista Social* blâme les ouvriers de Barcelone, qui se sont faits l'instrument de la bourgeoisie en participant à la *protestation muette*, que celle-ci a organisé aux dépens des ouvriers eux-mêmes, contre le traité commercial franco-espagnol et ajoute que la destruction des octrois n'a servi qu'aux bourgeois, qui ont fait entrer en ville une grande quantité de vivres sans payer l'octroi, et les ont vendu aux ouvriers aux mêmes prix qu'auparavant. La *Revista Social* publie ensuite la protestation suivante :

« Quarante-cinq délégués de sections ouvrières de Barcelone, Sans, Martin de Provensals, Hostafranchs et Valcarca, qui n'espèrent, ne demandent et ne désirent rien de l'Etat, protestent, à l'occasion des tristes événements qui ont eu lieu en Catalogne :

« 1° Contre la grève générale, conçue et réalisée par les bourgeois, en Catalogne.

« 2° Contre l'agitation qui se fait là pour l'établissement des jurés mixtes (arbitres) et contre les autres pétitions, utiles seulement pour *endormir* les justes aspirations du prolétariat. »

A Trebujena, province de Cadix, 400 ouvriers sans travail ont demandé à la municipalité du pain ou du travail, en menaçant les membres de la municipalité de se faire soi-même justice. La troupe est intervenue, il y a eu rixe, et un ouvrier est resté mort sur le carreau.

Les « tricoteuses » du XIX[e] siècle en ont pris note.

Belgique

L'alinéa du *Révolté* concernant le manifeste de la nouvelle « Ligue républicaine-socialiste » a donné lieu à une protestation de la part des signataires de ce manifeste. Ils ont envoyé au *Révolté* une lettre, dans laquelle ils traitent de « calomnies » nos appréciations sur le caractère de la Ligue, et s'étonnent « qu'un journal aussi sérieux et loyal que le *Révolté* » s'en soit fait l'écho ; ils attaquent « le correspondant », qu'ils supposent être l'auteur de l'alinéa en question, et l'accusent en passant de lâcheté.

Il a été répondu aux signataires de cette lettre qu'elle ne pouvait pas être insérée, puisque l'alinéa du *Révolté* avait été écrit par un des rédacteurs du journal et qu'une attaque contre un Belge ou des Belges, qui n'y étaient pour rien, ne pouvait pas trouver place dans nos colonnes. Il fut proposé, en outre, aux signataires de cette protestation de faire une déclaration nette sur leurs principes socialistes-révolutionnaires, qui serait la bienvenue dans le *Révolté* et mettrait fin à tous les doutes. Les citoyens incriminés de la *Ligue républicaine-socialiste* ont préféré insérer leur protestation telle quelle dans le journal *La Sentinelle*. Nous en citons les passages suivants, repris du manifeste de la Ligue :

« Le suffrage universel *n'est pas pour nous « le dernier mot de l'avenir :* il n'est pas un « principe ; il n'est qu'un moyen.

« Nous devons au peuple d'avouer que si nous « adoptons cette nouvelle ligne de conduite, c'est « que nous, les abstentionnistes, nous croyons « que l'application du suffrage universel donnera « raison à notre scepticisme sur son efficacité « et facilitera ainsi la propagande des prin- « cipes de liberté, d'égalité et de solidarité. »

C'est fort bien ! les fondateurs de la ligue ne croient pas à l'utilité du suffrage et ils voteront ! Est-ce logique ?

Irlande

Deux attentats, se suivant à deux jours de distance, sont venus de nouveau prouver au monde entier qu'on ne parvient pas à mettre fin aux revendications d'un peuple par les prisons et les exécutions. Herbert, l'agent d'un propriétaire anglais et propriétaire lui-même, a été tué dans le comté de Kerry, au moment où il revenait d'un tribunal. Il avait évincé des fermiers, il s'était hautement déclaré pour les mesures répressives, — et il a été tué en plein jour. Maintenant, le gouvernement propose cinquante mille francs à celui qui découvrira le justicier et produira devant un tribunal des preuves suffisantes pour le condamner. Mais tout fait croire qu'on ne le découvrira pas plus que ceux qui ont exécuté les lords Leitrim et Mountmorres.

Un autre fait du même genre s'est produit deux jours plus tard dans le comté de Westmeath. Un propriétaire, M. Smythe, généralement détesté dans le pays, passait dans un bel équipage, avec sa femme, sa belle sœur et une lady Monck, lorsque trois hommes, armés de fusils, la face noircie, sortirent de derrière une haie et firent feu. Les balles criblèrent l'équipage et la femme de Smythe fut tuée. L'agent de Smythe, menacé de mort, s'est empressé de quitter le service de son patron.

Enfin, à la caserne de Limerick, contenant ces braves guerriers qui savent si bien massacrer le peuple désarmé, une forte charge de dynamite, placée sous le mur, a fortement endommagé la caserne.

Depuis quelque temps les attentats sont devenus beaucoup plus nombreux, grâce — dit-on — au rapide développement d'une forte organisation des vengeurs du peuple.

Herzégovine

Ce malheureux peuple se débat toujours contre l'invasion autrichienne. Il soutient noblement une lutte désespérée contre toute une grande armée ; et quoique les bulletins officiels annoncent périodiquement de « grandes batailles » gagnées et la « suppression de l'insurrection », le peuple se bat toujours contre les envahisseurs. Hommes, femmes et enfants quittent leurs villages et, errant dans les bois, harcèlent les colonnes autrichiennes. Qu'on juge d'ailleurs ce que sont ces grandes « batailles ».

Ces jours-ci, 200 paysans, avec leurs femmes et enfants, avec leur bétail et quelques maigres provisions, traversaient la rivière Tara en radeaux, pour se réfugier sur le territoire Monténégrin.

Une colonne autrichienne arrive en ce moment et aperçoit ces émigrés. Vite le canon est monté et tonne dessus, les balles pleuvent ; les radeaux sont coulés, et le Tara roule une centaine de cadavres. Le général autrichien télégraphie qu'il a remporté une grande victoire : « Deux cents insurgés de tués, un autrichien blessé. »

Voilà la guerre qui se fait en ce moment en Herzégovine. Voilà comment les Autrichiens « civilisent » ces malheureux.

Même les radicaux hongrois protestent contre cette extermination. Mais l'organe des soi-disant socialistes-étatistes allemands, le *Sozial-demokrat*, a l'impudence d'affirmer que toutes ces insurrections en Herzégovine ne sont que des désordres fomentés par l'argent du gouvernement russe. Ces messieurs ne peuvent pas même comprendre qu'un peuple, qui veut être libre, n'accueille pas à bras ouverts la soldatesque et la prêtraille autrichienne ! Lorsqu'on accepte les doctrines de Bismarck, on ne les accepte pas pour rien : on devient bismarckien jusqu'au bout des ongles.

Russie

Un procès jugé il y a quelques jours à Kazan, montre toute l'horreur de l'arbitraire brutal, sous lequel gémissent les paysans russes. On jugeait 11 paysans d'un village du gouvernement russe de Vyatka, accusés de révolte. En novembre passé, le *stanovoi* (chef de police du district) était venu arracher les arriérés des impôts dans un village. Cette fois-ci les paysans en avaient assez et refusèrent de payer, en disant : — « Nous vous avons assez payé pour vous soûler et vous acheter de riches fourrures. » Le *stanovoi* — Mityachine est le nom de ce gredin — tira son revolver et fit feu sur la foule, en blessant un paysan. Alors la foule le jeta par terre, l'assomma violemment et le laissa tout nu dans la rue. Au tribunal, il a été démontré que ce Mityachine était un vrai tyran. Chaque fois qu'il rassemblait les impôts il fouettait les paysans par centaines (745 personnes furent fouettées en trois ans), et la liste de ces crimes était si longue que même le procureur accusait le *stanovoi* au lieu d'accuser les paysans traduits devant le tribunal. Néanmoins le tribunal a condamné cinq des accusés à 10 mois et un an de prison.

Tout cela se passe impunément. Les Knopp (voy. le n° 3 du *Révolté*, 1re année), les Mityachine, les Bobrinsky et toute cette racaille continue ses exploits.... Mais soyons-en sûr : le jour n'est pas loin, où il se trouvera des Fournier en Russie.

—

Il y a quelques jours, des proclamations, émanant d'une fraction modérée de révolutionnaires ont été affichées à Pétersbourg. Elles menaçaient le tsar de mort, s'il n'octroye pas une constitution.

—

LES GRACES DU TSAR

La presse bourgeoise a chanté gloire au tsar d'avoir *gracié* neuf de nos amis, hommes et femmes, condamnés dernièrement à être pendus, par un tribunal qui siégait à huis clos, par une Cour martiale, nommée spécialement pour pendre.

Pour qu'on sache ce que c'est que cette grâce, voilà ce que dit la *Volonté du Peuple* sur le sort de ceux qui ont été « *graciés* » après le procès des 16 :

« On les a enfermés dans la forteresse Pierre et Paul, dans des cellules froides et sombres comme un tombeau. Les fours ne sont chauffés qu'une fois tous les trois jours, et souvent — plus rarement encore. Les murs de ces casemates ruissellent d'eau, et sur les planches il y a des mares d'eau. Par ce froid, les détenus n'ont pour tout vêtement que le linge et une robe de chambre de forçat. *Non-seulement les livres sont expressément défendus, mais même tout ce qui pourrait servir d'occupation.* Un détenu, Zoubkovsky, avait fait des cubes avec des restes de pain ; on les lui a pris en disant que tout amusement est défendu. Bref, c'est un vrai tombeau !

Plusieurs ont cherché à se suicider. Alors on a mis des gendarmes dans leurs cellules mêmes. Le gendarme ne quitte pas des yeux le détenu, il suit chaque mouvement, il le perce, pour ainsi dire, de ses regards. Avec ce système l'homme le plus tranquille devient irritable au plus haut degré et bientôt devient — fou.

Lorsque le procureur apporta aux condamnés à mort la nouvelle qu'ils étaient graciés, ce fut une consternation générale des accusés. Ils savaient le sort qui leur était réservé. Maintenant tous sont malades. *Chiriaieff* a la phthisie, *Okladsky* est devenu fou, *Tikhonoff* a le scorbut si fort qu'il reste couché sans bouger. *Martynovsky* et *Zuckermann* ont eu des accès de folie, et le premier a cherché à se suicider.

Voilà ce que signifie d'être *gracié* par le Tsar. Tous savent qu'il vaut mieux être pendu que de marcher à cette mort lente et sûre, ou de devenir fou dans une casemate.

—

L'EXÉCUTION DE SOUKHANOFF

Un des condamnés à mort a cependant été exécuté. C'est Soukhanoff, le lieutenant de marine qui avait été un membre actif du parti et qui avait aidé ses camarades par son dévouement sans bornes d'abord, puis, par ses connaissances techniques et en procurant de la dynamite.

Il a été fusillé le 30 mars.

Le tsar a voulu que l'exécution se fît à Cronstadt, port militaire, — lieu de service de Soukhanoff. La Neva charriait ce jour là des glaces, et toute communication directe entre Pétersbourg et Cronstadt était interrompue. On le transporta donc d'abord à Oranienbaum par chemin de fer, puis de là en bateau, au milieu des glaces, à Cronstadt, qui est situé sur une île. On l'a fait souffrir depuis 4 heures du matin jusqu'à 9 heures, avant de l'assassiner. Un homme moins fort, moins convaincu, aurait fini par perdre tout contrôle sur soi-même après tant de tortures. On l'attacha d'abord à un char et on le promena ainsi pendant deux heures dans les rues de Pétersbourg. Puis on le transporta à la gare de départ et de là en chemin de fer, à Oranienbaum. Puis de la gare — au port de la ville. Ensuite on mit une heure pour traverser les glaces, afin d'atteindre l'île de Cronstadt. Là, une fois débarqué, on le traîna encore dans les rues. Puis on le fit marcher au lieu du supplice. Ce n'est qu'à 9 heures qu'on lui fit grâce en ordonnant à 12 assassins payés de le percer de balles.

Faut-il dire que Soukhanoff est mort en brave ! Il savait, quel immense service il avait rendu à la Russie et à l'Europe entière en aidant à exécuter un tyran. —

—

LE PROCUREUR STRELNIKOFF

Cette vipère a été tuée le même jour, à 5 heures de l'après-midi à Odessa. — Mort pour mort !

Voilà ce qu'était ce gredin. Lorsque, après la première défense armée des socialistes à

Odessa, la Russie fut mise en état de siége, elle fut divisée en 6 districts militaires, soumis à des chefs ayant droit de vie et de mort. Le chef du district de Kiew, Tchertkoff, se remarquait entre tous par sa férocité ; il surpassait cet autre forcené, Todtleben. Les procès politiques pleuvaient, les arrêts les plus féroces se suivaient. Le nombre des condamnations aux travaux forcés était immense. Les condamnations à mort se prononçaient avec autant de facilité qu'une condamnation à quelques jours de prison. Il n'y avait aucune preuve contre les accusés — on les pendait tout de même. Tout cela se faisait sur l'instigation de Strelnikoff.

Il pendait d'abord : *Ossinsky*, *Brandtner* et l'inconnu se nommant *Antonoff*.

Plus tard il faisait pendre *Gorsky*, *Biltchansky* et *Fedoroff*.

Quelques mois plus tard, il pendait *Rozovsky*, un garçon de 18 ans, simplement pour avoir affiché une proclamation, et *Lozinsky*, pour en avoir écrit une autre.

Il condamnait à mort *Bogoslavsky*, *Popoff*, *Ivanoff*, *Larionoff*, *Rodionoff*, sans preuves aucunes, si bien qu'on intervint de Pétersbourg et défendit de pendre ces condamnés.

Quand « la chair à pendre » manquait, c'est Strelnikoff, secondé par une autre vipère du même genre, Soudeikine (aujourd'hui chef de la police secrète à Pétersbourg), qui fabriquait des procès. Il mettait quelques détenus en liberté, leur envoyait ses agents provocateurs, comme Zabramsky (voy. le *Révolté*, 2e année, n° 13), qui procuraient de l'argent au besoin, pour acheter de la dynamite, etc. Un procès étant prêt, Strelnikoff débitait ses discours cyniques et faisait prononcer des arrêts de mort.

Dernièrement encore, il était en train de fabriquer, avec des témoins soudoyés, un procès à Odessa, lorsqu'il fut tué en plein jour, malgré l'escorte d'agents déguisés, dont il s'entourait.

Pendant qu'il était assis sur un banc, sur le boulevard, un jeune homme l'approcha à trois pas de distance et, d'une main sûre, lui perça le cou par une balle de gros calibre. Strelnikoff mourut quelques minutes après. Le jeune homme, poursuivi par les mouchards qui entouraient Strelnikoff, descendait rapidement vers un équipage, conduit par son camarade, qui l'attendait dans une rue voisine, lorsque les agents se mirent à sa poursuite. Serrés de près, les deux jeunes gens se défendirent comme des lions, à coup de revolver et de poignard. Ils furent cependant saisis.

Deux jours plus tard une Cour martiale les condamnait à mort. Ces héros n'ont pas dit leurs noms, même sur l'échafaud et on les a pendus sans savoir même qui ils étaient.

—

Les frayeurs du tsar

—

Les journaux anglais publient la dépêche suivante :

« Les dépositions des nihilistes récemment arrêtés (arrachées certainement par la torture) ont amené la conviction, que l'activité des terroristes s'est transportée maintenant à Moscou, et qu'il se prépare un attentat terrible pour le couronnement. La police ne prend pas sur elle la responsabilité pour la sécurité du tsar *ni pour le maintien de l'ordre* pendant le couronnement. On discute donc à la Cour la question de savoir, si le couronnement aura lieu à Peterhof ou à Tsarskoyé Selo. »

—

La Torture

—

La *Volonté du peuple* affirme positivement qu'elle s'applique d'une façon beaucoup plus terrible qu'auparavant.

ISSAIEFF A ÉTÉ MIS A LA TORTURE.

Dans le régiment des Hussards de la Garde, durant l'enquête concernant le meurtre d'un officier par les soldats,

LES SOLDATS ONT ÉTÉ MIS A LA TORTURE.

On les mettait à genoux sur des pierres cassées, on leur couvrait le ventre de liquides caustiques et brûlants.

Un joli sort qu'ils se préparent pour eux-mêmes, ces messieurs !

Egypte

—

Partout, partout la même chose, la même agitation des meurt-de-faim contre leurs exploiteurs.

Il y a quelques jours, une grève a éclaté à Port-Saïd, parmi les Arabes, engagés pour charger les vaisseaux de charbons. Ces misérables, exploités comme des bêtes de somme, ont demandé de doubler leurs salaires et après un refus, se sont mis en grève. Le contre-maître européen a été lapidé, et il régne une grande excitation dans la ville.

Pour bien démontrer à tout le monde, que le capital est international et solidaire, l'Angleterre a résolu d'envoyer un vaisseau de guerre à Port-Saïd « pour protéger les intérêts des Européens ». — Que les ouvriers européens saisissent cette occasion bien favorable pour démontrer aux ouvriers arabes, par le fait, qu'il y a aussi une solidarité entre nous, en leur envoyant des secours. — Le socialisme pourrait de cette manière gagner du terrain sans doute.

Suisse

—

Genève

Il s'est passé il y a quelques jours, à Glion près Montreux, un fait qui a donné libre cours à la bêtise des journalistes stipendiés de la presse suisse.

Une dame russe, nommée dit on, Alexandrine Micheeff, institutrice, — demeurant à Montreux depuis le mois d'août, auparavant à Pétersbourg, — a tiré un coup de revolver sur un paisible enfant de la Germanie, négociant en passage à Montreux.

Arrêtée par le négociant lui-même et remise entre les mains des autorités de l'endroit, cette dame a déclaré avoir voulu tirer sur Pierre Lavroff pour l'empêcher de mettre à exécution un complot contre la vie du tsar.

Comme on le voit le fait est assez simple ; une dame fanatique de son tsar, prend un jeune négociant pour le professeur Lavroff, homme de 60 ans, et, cherchant à débarrasser son empereur d'un écrivain dangereux pour l'ordre qui règne en Russie, lui tire un coup de revolver. Mais si simple qu'il paraisse, il a fallu que les journalistes à la solde cherchent à dénaturer le fait pour en tirer parti contre les socialistes. Ainsi le *Bund* demandait l'autre jour, sérieusement, l'expulsion de tous les socialistes russes habitant les bords du Léman, et nul doute que si Lavroff, au lieu d'être à Londres eût été à Montreux et ait essuyé les coups de feu de cette institutrice, Messieurs les journalistes républicains eussent demandé son expulsion pour lui apprendre à se faire revolvériser. Laissons les oies de la presse à leurs canards et occupons-nous d'un autre côté de cette affaire.

Ou bien, comme nous l'avons dit, cette dame est malade et sous l'influence de ses souffrances morales, elle aura commis cet attentat en croyant réellement tirer sur un ennemi de son empereur ; ou bien, elle n'est qu'un instrument entre les mains de certaine *ligue sacrée de sauvetage* pour la défense du tsar ; dans les deux cas, elle a été mal renseignée sur l'identité du personnage victime de cet attentat ; mais cette erreur permise pour le premier cas, ne peut l'être pour le second et c'est sans doute sur une autre personne que Lavroff, que cet agent voulait remplir son mandat.

Des écrits trouvés à son domicile démontrent que ses idées sont avancées, disent les journaux suisses, peut être ajouterons-nous, sont-elles comme celles affichées par certain journal russe, dans son numéro spécimen, « aussi éloignées de la réaction que de la révolution ».

Connaîtrons-nous la vérité de ce fait ? nous en doutons !

—

Volnoye Slovo (La Parole Libre), organe soi-disant constitutionnel, qui se publie à Genève en langue russe, daigne s'occuper de nous. Nous pensons avoir l'assentiment de tous nos amis en nous passant d'une réponse aux rédacteurs à la solde des Ignatieff et consorts. Le jour où nous aurions le malheur de plaire à cette société mixte il ne nous resterait plus qu'à nous brûler la cervelle ! —

Faits Divers

—

Les Massacreurs. — Généralement on ne se rend pas suffisamment compte de la masse d'ouvriers massacrés dans les houillères par la négligence et la cupidité des patrons. Voici donc quelques chiffres. Seulement dans la petite Belgique, durant les 17 années 1861 à 1876, il y a eu en moyenne *chaque année*, 234 tués et 1,236 blessés sérieusement, soit, *24,990 tués et blessés en 17 ans*. Une victime pour chaque 5,000 tonnes de houille !

Mais les Cockerill, Djenner et autres ne s'en fichent pas mal : ils empochent 25,000,000 fr. de bénéfice net par an ; et chaque 17,000 fr. de ce bénéfice représente une victime.

Que ceux qui aiment à parler des « victimes des révolutions » méditent bien ces chiffres. La Grande Révolution de 1793 a coûté moins de victimes que dix-sept années « d'exploitation pacifique » en Belgique.

La civilisation allemande. — Il y a quelque temps, à Berlin, un soldat en faction devant un monument public, tira plusieurs coups de fusil sur un groupe d'enfants qui, en jouant, s'étaient peut être moqués de lui ; un petit garçon fut tué et deux autres ont été gravement blessés par les projectiles. Traduit en Conseil de guerre, pour la forme, il fut acquitté et il est fort probable que ce «brave» sujet du «pieux» empereur a été avancé en grade pour sa magnanimité. De pareils faits ne sont pas rares dans le pays du « peuple penseur » tantôt c'est sur des ouvriers que s'exercent l'adresse des soldats, tantôt sur des étudiants et le peuple supporte cela avec une patience vraiment étonnante, si le chancelier inimitable éprouvait un jour le besoin de faire bâtonner la population, il se trouverait encore du monde prêt à lui baiser, à titre de soumission, autre chose que les pieds ou les mains.

Pour paraître le 1er Mai *Dieu et l'Etat* par Michel Bakounine, brochure de 100 pages, in-16e, prix 1 fr.

Le « RÉVOLTÉ » est en vente :

A Genève, dans tous les kiosques.

A Lausanne, au kiosque de la Place Saint-François.

A Amiens, chez M. Paulet rue des Cordeliers 5.

A Bordeaux, chez M. Billou, libraire, Cours de l'Intendance 69.

A Lyon, chez M. Emeric, Cours de la liberté.

A Paris, chez M. Fayet, libraire, rue du Temple, 113.

M. Geoffroy, 31 boulevard Arago,

M. Foulot, 28 avenue des Gobelins,

M. Beauvillard, 13, rue Monge.

Me Ansiaume, 25 boulevard d'Italie,

Me Lefèvre, 102 rue de Paris, à St-Denis.

A Verviers (Belgique), chez M. Emile Piette, rue de la Montagne 43.

Genève. — Imprimerie Jurassienne, rue des Grottes, 24.